

# Lancement de la CAMPAGNE de DIFFUSION

voir en page 6

4 FÉVRIER 1961

No 39

PRIX : 0,40 NF.

## TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

No 40 - 11 Février 1961

### LE LOGEMENT Problème N° 1

Numéro spécial de 12 pages

★

Passez vos commandes à

Tribune Socialiste

54, Boulevard Garibaldi

PARIS - 15<sup>e</sup>

## POUR LA DÉTENTE INTERNATIONALE

# La condition préalable

**D** EPUIS le 20 janvier, J.-F. Kennedy est installé à la Maison Blanche. Le général Eisenhower en était parti la veille. Il n'y a pas eu « d'inter-règne », du point de vue constitutionnel. Mais le gouvernement des Etats-Unis était pratiquement « inexistant » depuis presque toute une année.

C'est là une des caractéristiques du régime présidentiel. Les Etats-Unis ignorent l'instabilité ministérielle que nous avons connue sous les III et IV<sup>e</sup> Républiques. Le chef de l'Exécutif est élu pour quatre ans. Mais la quatrième année est dominée par la campagne électorale qui dure de six à douze mois. Pendant cette période, le Président sortant ne peut « qu'expédier les affaires courantes ». Il n'a plus assez d'autorité pour engager le pays par des décisions importantes.

Cette carence gouvernementale a des conséquences fâcheuses. Ainsi le Pentagone, cette monstrueuse machine bureaucratique de la Défense Nationale, a largement profité de l'indécision du général Eisenhower en 1960 pour s'imposer davantage et pour s'assurer une indépendance préjudiciable tant aux Etats-Unis qu'à leurs alliés. Les services de Renseignements (contre-espionnage... et espionnage) ont su bénéficier de cette situation : « l'affaire de l'avion U2 » est encore dans toutes les mémoires !

Cet immobilisme de l'ancien Président a été désastreux pour la position internationale des Etats-Unis. Etant donné leur rôle prépondérant dans le monde, cette léthargie de Washington a paralysé aussi la diplomatie des pays occidentaux.

Le nouveau Président a donc une rude pente à remonter. Il a tout d'abord à restaurer l'autorité gouvernementale sur les civils et militaires. Il doit se pencher sur le grave péril économique et monétaire qui menace les Etats-Unis d'une crise. Il aura à reprendre le dialogue Est-Ouest.

**E** N ce qui concerne ce dernier, la situation se présente favorablement. N. Khrouchtchev vient de remporter une victoire sur Mao-Tsé-Toung.

La conférence à Moscou des 81 partis communistes a approuvé la thèse du chef soviétique sur la « coexistence pacifique ». Par là même, elle a écarté la doctrine chinoise de la « guerre inévitable ». Ce triomphe de N. Khrouchtchev n'est pas complet. En réalité, il ne s'agit que d'un sursis. Aux termes de la déclaration votée, le Président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. peut reprendre les contacts avec les Etats-Unis impérialistes sans être taxé « d'opportuniste » voire même de « trahison ». A condition, toutefois, qu'il réussisse, dans un court laps de temps, à obtenir l'arrêt des essais nucléaires, à créer le climat de « détente », et à engager la course au désarmement.

Aussi, le chef du gouvernement soviétique et son ministre des Affaires étrangères ont-ils, aussitôt après la conférence communiste, fait des ouvertures au nouveau président des Etats-Unis. A. Gromyko a déclaré notamment que l'U.R.S.S. accepterait n'importe quel contrôle si les puissances occidentales acceptaient « le désarmement général et total » (proposition faite par N. Khrouchtchev en septembre 1959 à l'Assemblée générale de l'O.N.U. ; ce projet n'exclut pas la réalisation du désarmement par étapes, rapprochés dans le temps).

De son côté, N. Khrouchtchev ne s'est pas borné à des amabilités verbales à l'égard de J.-F. Kennedy. Il a publiquement renoncé à la demande d'excuses pour « l'affaire de l'avion U2 » (ce qui avait provoqué la rupture du 16 mai 1960, à Paris). Il a rendu aux Etats-Unis les deux aviateurs, survivants d'un autre avion abattu par les Soviétiques.

J.-F. Kennedy n'a pas encore fait connaître ses intentions. Il a cependant déclaré officiellement que les vols des avions de renseignements (U2) au-dessus du territoire soviétique sont, et resteront, interdits.

**P** EUT-ON espérer une prochaine prise de contacts entre les deux chefs d'Etat ? En fait, elle a commencé : N. Khrouchtchev a longuement reçu l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou. Il y en aura certainement d'autres : soit par voie diplomatique, soit au cours d'entretiens personnels, par exemple à l'O.N.U., si le chef communiste revient à New-York à l'occasion de la reprise des travaux de l'Assemblée Générale. Il appartient à ces deux hommes d'Etat eux-mêmes de choisir les meilleures méthodes. L'essentiel pour nous est que cela ne tarde pas.

Car le temps ne travaille pas pour la paix. Voici qu'après la troisième explosion au Sahara, on annonce pour le mois ou même les semaines à venir le premier essai d'une bombe atomique en Chine. D'autres pays se préparent à essayer des engins nucléaires. Si ces expériences ne sont pas interdites tout de suite, rien ne pourra empêcher la fabrication de l'arme de destruction massive par une vingtaine de pays. Il sera alors trop tard pour parler de désarmement.

Or l'interdiction des essais nucléaires et la possibilité de réaliser le désarmement général progressif et internationalement contrôlé dans une réelle détente entre l'Est et l'Ouest dépendent actuellement d'un accord préalable de l'U.R.S.S. et des U.S.A. Car dans un monde où seule la puissance militaire détermine l'importance de chacun des Etats, notre destin à tous est suspendu, qu'on le veuille ou non, à l'accord ou au désaccord des deux « Super-Grands ».

C'est un fait contre lequel on ne peut rien. Il est donc inutile de contester à J.-F. Kennedy et à N. Khrouchtchev ce privilège redoutable. L'amour propre national des autres pays ne peut pas être atteint par la reconnaissance de cette prééminence militaire de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis.

Nous devons donc souhaiter qu'une entente de principe intervienne rapidement entre leurs dirigeants. Essayer de s'y opposer au nom de je ne sais quelle « grandeur » ou « mission » de la France serait simplement saboter toute possibilité de rechercher la détente internationale et de consolider la paix par le désarmement.

C'est seulement lorsque l'accord préalable entre J.-F. Kennedy et N. Khrouchtchev sera établi que la convocation d'une conférence au sommet pourrait être envisagée avec de sérieuses chances de succès. L'Assemblée Générale de l'O.N.U. devrait ensuite être réunie en session solennelle pour entériner ces décisions et les rendre obligatoires à tous.

Oreste ROSENFELD

# Le choix

On trouvera ci-dessous, un article dans lequel notre camarade **PILHES** exprime les réflexions qui lui ont été inspirées par les récents événements et par les débats qu'ils ont suscités au sein du P.S.U.

**E**N août 1960, j'avais brièvement expliqué pourquoi il m'apparaissait indispensable de créer à Air France une section d'entreprise. Toute mon argumentation impliquait un choix que j'avais déjà fait. Je pensais que le P.S.U. devait exploiter au maximum le caractère nouveau et dynamique qu'il apportait à la vie française. Il avait devant lui une jeunesse que j'avais qualifiée de « disponible » en ce sens qu'elle n'était pas politisée du tout, donc a fortiori pas socialiste, mais qui cependant, contenait en elle un ferment sinon révolutionnaire, tout au moins réformiste, parce qu'elle était consciente de l'inaaptitude du régime à construire un avenir viable, et aussi du fait qu'elle avait gaspillé en Algérie deux ans de sa vie active.

Cette sorte de mécontentement, chez des individus jeunes qui pensent que la politique est chose réservée à une minorité de gens fous ou pourvus, dans tous les cas, spécialistes, peut-être exploitée par un courant révolutionnaire.

Certains mouvements nationalistes, notamment « Patrie et Progrès », ont compris la situation et essaient de l'exploiter.

Aujourd'hui cette jeunesse-là est toujours disponible mais son attitude est devenue quelque peu flottante.

On peut se l'expliquer facilement par une seule raison : l'équivoque du régime gaulliste dont on ne sait jamais quelle politique il va mettre en œuvre. Pour des militants socialistes politiquement évolués, ce n'est pas là un obstacle infranchissable, encore que certains d'entre eux, et non des moindres, n'aient pas l'air actuelle-

ment très assurés. On peut quand même affirmer que la grande majorité des militants sont capables d'analyser politiquement une situation, fut-elle gaulliste, et en tirer des conclusions qui leur paraissent extrêmement claires. Mais, ces militants constituent une minorité. La jeunesse dont je parle, fait partie de la masse et, éventuellement, peut la faire agir. De là à dire que pour entreprendre avec succès une véritable action de masse il faut à tout prix avoir cette jeunesse avec nous, il n'y a qu'un pas à faire. Je le fais quant à moi.

Les camarades doivent toujours avoir présent à l'esprit que, si ces jeunes travailleurs sont réfractaires à la politique, ils ont quand même séjourné deux ans en Algérie, subissant de la part des Etats-Majors une intoxication politique de grande envergure qui, si elle ne les a pas rendus nécessairement fascistes, leur a inculqué certaines notions qui ne sont pas précisément socialistes.

Ainsi règnent un certain nombre de mythes solidement enracinés, tels que l'anti-communisme de principe et le goût, souvent inavoué, de la cocarde.

Le terrain est bon, mais il faut le défricher.

Ainsi se présentent ces jeunes travailleurs, et il faut avec eux agir prudemment si nous voulons développer le Parti. La grande majorité de la section d'Air-France est composée de ce type de « militants nouveaux ». Ils n'ont pas voté « non » au référendum mais ils sont grève et ils étaient présents le 27 octobre.

Leurs réactions posent un problème au Parti. La Commission Exécutive de Paris a évoqué l'attitude des camarades ayant enfreint la discipline du Parti. Il est question de les sanctionner. Personnellement, je pense que ces camarades ont pris une lourde responsabilité en créant la situation actuelle. Ils vont me donner un surcroît de travail, en m'obligeant à « limiter les dégâts » s'ils sont sanction-

nés. Je n'ai pas, moi, une section de socialistes chevronnés qui en ont vu bien d'autres, et qui ne claqueront pas la porte. Au contraire, j'essaie de gagner au Parti un milieu tout nouveau par le moyen de l'action d'entreprise.

Les camarades qui prendront la décision doivent aussi faire attention. S'il y a sanction, il ne faut pas qu'elle apparaisse comme visant le vote mais l'attitude. Je sais bien, moi, qu'il n'est pas question de sanctionner le vote. Mais, mes camarades, eux, ne le savent pas. Si les camarades responsables ne facilitent pas la tâche des responsables locaux en s'efforçant de ne pas envenimer l'affaire, alors il ne me restera plus qu'à revenir à la quinzième section, par ailleurs fort sympathique.

Ce serait une catastrophe, car je suis convaincu que l'intérêt supérieur du Parti est de recruter les jeunes travailleurs, paysans, fonctionnaires, ouvriers, et pour ce faire, de s'adapter au terrain. Il ne faut pas agir avec eux comme s'ils étaient socialistes puisqu'ils ne le sont pas. Il faut au contraire que le Parti montre un visage franc et ouvert, et c'est ensuite seulement qu'on pourra chercher à les éduquer. Cette tâche est la plus importante et la plus difficile.

L'heure de choisir me paraît venue au seuil de cette nouvelle année. Le Parti doit choisir, à mon avis, la voie qui mène à la conquête des jeunes travailleurs, ce qui lui permettra alors de penser sérieusement à la conquête du pouvoir, qui est aussi inscrite dans les statuts. Mais choisir cette voie implique qu'on se mette rapidement au travail, avec vigueur et enthousiasme, et qu'on mette fin aux discussions qui ne mènent à rien, sinon à compromettre les chances magnifiques de notre jeune Parti.

René PILHES

Air-France Paris

## Nouvelle loi sur les cas de réforme UNE PROTESTATION DE L' A. G. E. M. C. (1)

— La poursuite d'une guerre anachronique dont nous n'avons cessé de dénoncer les préjudices qu'elle cause à la nation, empêchant toute politique réelle de progrès social et d'investissement intellectuel, explique après les propositions de rajournissement de l'âge d'incorporation et les restrictions sur les sursis, les nouvelles mesures arbitraires prises contre ceux que l'organisation de la Société devrait protéger en priorité.

Tout exempté ou réformé, avec la mention « définitif » se verra désormais soumis dans les cinq (5) ans de ce « jugement » à un nouveau conseil de révision; son droit qui découle de graves raisons de santé est donc remis en question par ceux qui dans l'exercice arbitraire du Pouvoir sont les principaux responsables de l'absence de prophylaxie et de sécurité sociale dignes de ce nom. (Ordonnance sur les règles de réforme et d'exemption).

Travailleurs et étudiants, anciens combattants parfois, victimes toujours de cette carence, ils ne revendiquent d'autre droit particulier que celui de vivre comme tout citoyen avec les mêmes devoirs et la prise en considération de leurs droits égaux.

Les étudiants en Maison de Cure élèvent une protestation vigoureuse contre cet abus de pouvoir caractérisé; ils se réservent toute voie de recours offerte par la loi.

(1) - Association générale des Etudiants en maison de cure: 6, rue du Conventionnel Chiappe - Paris XII<sup>e</sup>, KEL 10.03.

# FLASHES EN FLÈCHES

## FRANCE

● La chronique des Tribunaux militaires est riche de perles, ces derniers temps. A Paris, témoignage retentissant du colonel Broizat, qui définit ainsi la justice de ses rêves : « J'ai effectivement demandé une justice efficace : l'efficacité n'est-elle pas le seul but de la justice humaine, dont la raison d'être est sociale ? ». Exemple de cette justice « manière Broizat » : celle qu'exercèrent les parachutistes au cours de la bataille d'Alger au printemps 1957. On sait ce que valaient ses méthodes sur le plan juridique : exactions, disparitions, tortures furent élevées à la hauteur d'institutions. Quant à son efficacité, écoutons le Général Coste au même procès; parlant des terroristes, il déclare : « Mais il y en avait tant que cela posait un problème mettant en cause même notre civilisation ».

● A Lyon, on juge des terroristes qui ont un beau palmarès : déjà condamnés pour complicité dans l'affaire du bazooka, MM. Della Monica, Gaffori et Tronci comparaissent pour complicité dans l'attentat de la Rue de Thèbes qui fit 15 morts et une centaine de blessés, tous musulmans. (Alger, juillet 1956). MM. Castille, Fechoz et Kovacs, également « bazookeurs » sont jugés par coutumace. Comme vous voyez, il s'agit d'ultras contre-terroristes, mais la justice militaire ignore ces distinctions, et elle s'est montrée d'une sévérité exemplaire : elle a condamné à mort... Kovacs, qui se repose aux îles Baléares; elle a condamné à la réclusion perpétuelle... Fechoz et Castille qui visitent Madrid. Quant aux accusés présents, pour les remercier d'être venus à l'audience — politesse rare chez les ultras — elle a prononcé contre eux des peines de prison qui se confondent avec celles qu'ils purgent déjà : ils seront libres dans un ou deux ans. (D'autres ont eu moins de « chance » : Yveton, Taleb; mardi matin encore a été exécuté à Lyon Salah Dehil, condamné à mort le 21 juillet 1960 pour un attentat qui coûta la vie à un policier).

● Dernier détail : le commissaire Podedvin (sic : on n'inventerait pas une chose pareille) s'est retranché derrière le secret professionnel pour refuser de dire si le général Cogny appartenait à l'Organisation de Résistance de l'Algérie Française (ORAF) responsable des deux attentats de la Rue de Thèbes et du bazooka; il n'y avait que des gens bien élevés dans le prétoire, il eût été malséant d'insister, et la conscience professionnelle du commissaire fut respectée.

## ALLEMAGNE

Une émission de la Télévision allemande consacrée à la guerre d'Algérie a provoqué une vive réaction de la part de l'ambassade de France à Bonn : les exploits sanglants du colonialisme français étaient condamnés... par le Général de Gaulle lui-même, grâce à un découpage savant de ses discours, et le montage approprié : ces Allemands sont encore plus forts que Terrenoire ! D'autre part, le vice-président Allemand de l'Assemblée Parlementaire Européenne, M. Helmut Kallitzer, s'est opposé au financement des projets français d'équipement en Algérie par le Fonds Européen d'Investissement. C'est sans doute pour se faire pardonner ces incartades de l'opinion publique que le Gouvernement allemand a livré aux autorités militaires françaises, trois soldats algériens qui tentaient de se réfugier à Prague.

## BELGIQUE

La Belgique va peut-être trouver son De Gaulle. La Belgique est plus petite que la France, aussi s'agit-il d'un De Gaulle miniature : Pierre-Henri Spaak, petit, rondouillard, beau parleur. Il vient de démissionner de son poste de Secrétaire Général de l'OTAN avec l'espoir que les dirigeants socialistes viendront le supplier de « sauver la Belgique menacée d'éclatement » (nous connaissons ce genre de chantage pour l'avoir vécu en 1958). Avoir fait un mois de grève pour aboutir à Spaak et à l'union sacrée : les travailleurs belges doivent avoir l'impression d'avoir été bernés. Accepteront-ils que leurs luttes finissent en une telle queue de poisson ?

## CHINE

La crise de l'agriculture et les difficultés de ravitaillement qui sévissent en Chine ont amené les dirigeants chinois à prendre plusieurs mesures. Mesures de répression : une campagne de rectification sera lancée, et l'épuration atteindra 10 % des membres du P. C. et des fonctionnaires, coupable d'inefficacité ou de « sabotage ». Mesures économiques : M. Li Fu Chun président de la Commission du Plan, a annoncé que les crédits de l'industrie lourde — qui bénéficie normalement d'une priorité absolue en pays communiste — seraient réduits au profit des investissements agricoles. Enfin le Drapeau Rouge organe théorique du P. C. Chinois fait quelques suggestions pour rallier la paysannerie : il demande que les paysans

soient consultés avant que les communes populaires fixent les normes de la production agricole. D'autre part une discussion se poursuit sur la nature des revenus paysans : faut-il accroître la proportion des salaires en argent comme le souhaitent les paysans ou maintenir la rémunération en nature pratiquée jusqu'à présent.

## YUGOSLAVIE

Après avoir décidé de renoncer à la fixation arbitraire des prix par l'administration et d'accepter la formation des prix selon la loi de l'offre et de la demande, le Gouvernement Yougoslave vient de décréter que les salaires des services publics seront fixés par chaque « unité territoriale et politique », comme cela se passe déjà dans l'industrie. Ces décisions s'expliquent par la volonté, constante chez les dirigeants Yougoslaves, d'éviter la centralisation et la bureaucratie. Les dirigeants Yougoslaves pensent nécessaire d'introduire, à l'intérieur d'une économie qui est déjà entièrement gérée par les Conseils Ouvriers, des mécanismes de concurrence qui permettront, selon eux, d'accroître la productivité, et la qualité de la production et d'être mieux informés sur les désirs des consommateurs. Ils lient d'autre part décentralisation et démocratie économique et se prononcent pour une large autonomie des entreprises dans les limites fixées par le plan.

## CONGO

La guerre civile se poursuit au Congo. M. Tschombé a reçu des renforts, en particulier celui du colonel français Trinquier, ancien chef

d'un régiment étranger parachutiste. Le colonel Trinquier prit une part active à la bataille d'Alger et au complot du 13 mai : nous le cédérons bien volontiers à M. Tschombé, si nous ne savions de quoi il est capable dans l'exercice de son métier. Le Napoléon du Katanga a également reçu des avions belges, qui ont bombardé la ville de Manono, occupée par les soldats lumbistes; enfin il s'efforça d'organiser, avec Mobutu et le Roi Kasa (vubu), une offensive générale contre le Gouvernement Lumbiste de Stanleyville. Mais les premières étapes de cette contre-offensive ont déjà été des échecs : les troupes de Mobutu ont été chassées de la ville de Basoko (à 200 km. de Stanleyville), qu'elles avaient conquise la semaine dernière.

## SALVADOR

Coup d'état militaire contre le Gouvernement provisoire qui avait pris le pouvoir au mois d'octobre. Ces dernières années, le Salvador était sous la coupe du dictateur Lemus, qui fut renversé il y a trois mois par un mouvement qui réunissait des jeunes et des étudiants partisans de Fidel Castro, des militaires ambitieux et des bourgeois libéraux. Une junte provisoire de 3 militaires et 3 civils fut constituée qui entra aussitôt en conflit avec les Castriotes, désireux de mettre en œuvre une réforme agraire aussi radicale qu'à Cuba. Ces divisions ont été fatales au mouvement révolutionnaire : les militaires factieux qui ont chassé le gouvernement provisoire semblent bien décidés à restaurer entièrement l'état de choses antérieur.

## Pietro NENNI a 70 ans

A l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de Pietro Nenni, Edouard Depreux a adressé à la direction du Parti Socialiste Italien la lettre suivante :

C'est le 9 février que Pietro Nenni aura 70 ans.

Voulez-vous lui transmettre en cette occasion nos vœux les plus chaleureux pour les siens et pour lui ?

Les Socialistes authentiques du monde entier se doivent de célébrer l'anniversaire d'un homme dont toute la vie, à travers la prison, l'exil, la persécution et

hélas les deuils cruels, a été consacrée à la cause de la démocratie et de la justice sociale. Les Français, qui l'ont bien connu aux heures les plus dramatiques, tiennent particulièrement à lui exprimer leur affection.

NENNI nous permettra d'adresser en même temps qu'à lui des souhaits au P. S. I., dont la cause est inséparable de la sienne et qui est porteur de grandes espérances.

Croyez, mon cher Camarade, à nos sentiments les plus fraternels.

# L'AFFAIRE SERVIN-CASANOVA

Les 13, 14 et 15 janvier derniers, un débat s'instaurait au Comité Central du P.C.F. Conclu par une résolution publiée partiellement le lendemain, et intégralement le 17 par l'Humanité, il avait vu s'affronter des thèses soutenues notamment par deux membres du Bureau Politique, Marcel Servin et Laurent Casanova, et celles défendues notamment par Maurice Thorez. Celles-ci l'emportèrent ; un communiqué signala — quand l'affaire eut été par ailleurs rendue publique — que Servin et Casanova, sans reconnaître leurs erreurs s'étaient déclarés décidés à appliquer les décisions du Comité Central. Il était par ailleurs demandé aux Fédérations et Sections de donner leur avis — ou, plus, précisément, d'approuver la résolution du Comité Central. Depuis, quelques jours, l'Humanité publie des extraits des réponses des Fédérations.

« France Nouvelle » du 1<sup>er</sup> février reproduit le discours de Maurice Thorez au Comité Central. Nous examinons aujourd'hui les divergences concernant le style du P.C.F. et le problème de ses alliances. Nous étudierons la semaine prochaine les questions d'orientation politique soulevées par Maurice Thorez et les accusations de « déviation de droite » qu'il porte contre Servin et Casanova.

UNE première question se pose : sur quoi portaient les divergences exprimées notamment par Servin et Casanova ? Certains journaux ont voulu leur donner une portée internationale, rattacher les remous du P.C. français aux discussions sino-russes. On a parlé d'un changement d'attitude de Maurice Thorez lors de la récente conférence des P.C. à Moscou où il aurait brusquement abandonné le « camp chinois » pour le « camp russe ». Tout ceci est lointain, problématique et ne nous intéresse d'ailleurs que très indirectement. Nous n'essaierons donc pas de concurrencer Geneviève Tabouis dans la prophétie à l'échelon planétaire. Il y a plus près de nous, des faits plus précis et qui nous touchent directement.

## Pour un P. C. F. nouveau style

Depuis plusieurs mois, en fait au moins depuis deux ans, à travers la vie politique, les contacts du sommet comme les contacts de base, la lecture de la presse et des publications du P.C.F., l'on pouvait constater l'existence d'hésitations, de courants contradictoires, d'un débat non encore résolu. Il paraissait porter sur deux points :

Il s'agissait, en premier, du style du PCF :

Marcel Servin, l'homme de l'organisation, avait au congrès de 1959, analysé la situation intérieure du parti de façon à la fois lucide et réaliste. Abandonnant les slogans il avait utilisé les statistiques, souligné les points qui lui paraissaient noirs, les efforts à faire.

Il avait, tout spécialement insisté sur le vieillissement du parti, sur l'insuffisance du recrutement jeune. Il avait également insisté sur la nécessité d'un recrutement non sectaire : ne pas attendre que les gens soient communistes pour les faire adhérer mais les former au communisme dans le parti.

## RECTIFICATIF

Une ligne sautée dans l'éditorial du dernier numéro risquerait de permettre une interprétation erronée de notre politique vis-à-vis des autres formations. En page 1, deuxième colonne, il faut lire :

« Les difficultés provisoires nées du succès gaulliste ne seront surmontées que par la plus grande fermeté à l'endroit des manœuvres qui tendent à ne nous laisser le choix qu'entre l'alignement sur les positions de la gauche gaulliste et l'unité d'action inconditionnelle et en tête-à-tête avec le parti communiste. (Le membre de phrase « et l'unité... en tête-à-tête » a été omis).

Ses critiques se traduisaient en pratique par l'apparition d'un nouveau style. La presse paraissait abandonner l'austérité de principe. Dirigée par Kriegel-Valrimont, « France Nouvelle », l'hebdomadaire du Comité Central entreprenait de devenir un grand hebdomadaire d'information, communiste certes, mais se donnant pour tâche de ne plus rebuter ni le militant, ni le lecteur de gauche soucieux de s'informer. Les explications scholastiques, simplistes, diminuaient au profit des analyses plus nuancées et plus sérieuses, notamment au plan économique. Des pages pratiques, du genre « Madame Express », mais populaires et très bien faites, faisaient leur apparition. Parallèlement, « Clarté », le mensuel des étudiants se payait une couverture en couleurs, moderniste, une présentation et un contenu tendant à montrer aux étudiants un visage ouvert du P.C.F. et à faciliter la discussion avec tous. Ces tentatives n'allaient pas sans rencontrer d'oppositions, puisqu'à l'automne, Kriegel-Valrimont quittait « France Nouvelle » d'où disparaissaient les pages pratiques et dont le ton, à nouveau durcissait.

## « Ouverture » ou « Front unique »

La discussion sur le style s'accompagnait d'une discussion strictement parallèle sur la manière de lutter contre le gaullisme, pour la paix en Algérie, sur les alliances possibles, sur la manière de réaliser l'unité.

Maurice Thorez révèle que dès janvier 1959, Marcel Servin critiquait l'absence de recherche d'un programme commun de la gauche, le refus d'étudier la question des garanties à donner aux alliés éventuels.

Maurice Thorez répond aujourd'hui en parlant de la politique audacieuse qu'il préconisait alors : développer les sources d'énergie, étendre les industries fondamentales et former davantage d'ingénieurs : est-ce un programme de gauche ou celui de M. Chalandon. Et Maurice Thorez poursuit en reprochant à Servin et à Casanova d'être trop tournés vers les opérations de sommet ; il faut évidemment voir la l'indice de désaccords essentiels sur le problème de l'unité avec les autres forces de gauche.

Fallait-il pour l'obtenir, passer par des comités d'organisation ou par des comités d'unité d'action à la base, autrement dit par le Front Unique ? Celui-ci était de tradition, comme était de tradition l'appel aux militants S.F.I.O. pour qu'ils exigent de Guy Mollet l'unité ouvrière. Dans la pratique, depuis mai 1958 notamment, ce n'était toutefois pas la base adhérente, mais les militants et une partie des directions de la C.F.T.C. et de l'U.N.E.F. qui allaient vers des positions plus nettes à propos de l'Algérie et c'était le P.S.U. que l'on trouvait sur les chemins de l'unité et non « la base S.F.I.O. », fantôme toujours évoqué mais rarement présent. A l'occasion du 24 janvier 1960 notamment, puis au printemps 1960, dans différents départements, en juin dans l'ensemble du pays, et enfin le 27 octobre, l'unité d'action pour la négociation sur les garanties de l'autodétermination — position qui était aussi celle du P.C.F., même si elle n'avait pas été le lendemain du 16 septembre 1959 celle de Thorez — apparaissait possible entre organisations au plan national et au plan départemental dans de nombreux cas.

Il semble que Marcel Servin ait poussé le P.C.F. à accepter l'unité d'action sous les formes qui apparaissaient possibles. Ainsi, en Janvier 1960 l'appel à la grève fut lancé par un cartel syndical (C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., U.N.E.F.) avec appel parallèle de F.O. et l'appui d'un cartel politique (P.C.F., P.S.U., U.D.S.R.). Il est probable qu'à ce moment Maurice Thorez absent de Paris, s'est montré plus que réservé sur cette action.

Au printemps, le P.C.F. insistait à nouveau pour que le cadre de l'action soit le Mouvement de la Paix, ceci malgré la volonté de tous les partenaires possibles, de ne pas accepter ce cadre, c'est-à-dire de ne pas confier la direction de l'action au seul P.C.F. En juin, celui-ci cédait à moitié, acceptait les cartels ; en octobre, on sait quelle fut son attitude. Après l'appel de l'U.N.E.F., un « non » sec était la première réponse, puis un article de Servin dans l'Humanité nuancait cette réponse.

## La résolution du Comité Central

La résolution du dernier Comité Central achève d'éclairer le débat. Elle précise la ligne qui l'a emporté. Elle rappelle que le P.C.F. et ses « prétendues insuffisances » ne sont pour rien dans l'échec de la démocratie. Elle explique le 27 octobre en assimilant les participants aux seuls dirigeants de la F.E.N. et en les accusant d'avoir voulu « substituer d'autres mots d'ordre » à ceux de la C.G.T. et du Mouvement de la Paix. Ainsi se confirme ce qui est par ailleurs appelé une « juste politique de Front unique » visant à « la création et à l'activité dans le cadre du Mouvement de la Paix de très nombreux comités de base pour la paix en Algérie conformément à notre conception du Front unique et aux principes



Marcel SERVIN

(Agip)

d'organisation d'un véritable mouvement de masse ».

On ne peut pas être plus clair. C'est donc dans l'esprit de Thorez au P.C.F. et à lui seul, de déterminer la ligne de la C.G.T. (celle du 27 octobre, dit la résolution, était juste) et du Mouvement de la Paix. Jamais il ne fut affirmé plus nettement que celui-ci était une courroie de transmission. Malgré les protestations d'une partie des dirigeants du Mouvement de la Paix, l'Humanité annonce chaque jour la tenue d'assises locales et départementales dont le principe a été décidé par le Bureau politique du P.C.F. et non par le Mouvement de la Paix. Il s'agit visiblement de la prise en main du Mouvement de la Paix par le Bureau politique lui-même, qui ne fait plus confiance pour cela à Laurent Casanova.

En même temps, on continue à affirmer que le Mouvement de la Paix est le seul cadre possible de l'action pour la paix. Le Front unique, c'est donc — toujours d'après cette résolution — le regroupement inconditionnel autour des positions du P.C.F. et dans le cadre choisi par lui.

Il est bien évident que, ni le P.S.U., ni les syndicats autres que la C.G.T., ni les militants non communistes de la C.G.T. ne peuvent accepter que l'ac-

tion unitaire se développe selon une pareille ligne. Le P.C.F. le sait. Il sait aussi qu'il y a, en réalité, peu d'espoir d'intégrer, contre la volonté du sommet, la base des organisations en question à des comités de paix rattachés au Mouvement de la Paix. Il sait que l'unité sera négociée ou ne sera pas. Il prend donc la responsabilité de rendre plus difficile, voire de stopper, les tentatives en cours. Pour quel bénéfice ? Il semble bien que ce que Thorez attend, c'est tout simplement le reflux du régime, le retour des balanciers. Les comités de paix de Bagnoux — dont la création était annoncée en première page de l'Humanité — peuvent bien, pour le moment, ne grouper que les employés municipaux d'une municipalité communiste, cela ne fait que confirmer que Thorez ne croit pas aux effets immédiats de sa politique. Les comités de paix n'ont pas d'autre mission que d'attendre.

Deux questions toutefois se posent. Les quelques textes des fédérations publiés dans l'Humanité à l'appui des thèses du Comité Central ne révèlent pas un fol enthousiasme pour la ligne du Front unique à tout prix. On peut donc encore se demander si la partie est définitivement jouée.

On doit ensuite insister pour que l'attitude communiste n'amène pas un ralentissement de notre propre action pour la paix.

Nous savons que localement, départementalement, nationalement, il existe de larges possibilités d'actions unitaires pour la négociation avec le G.P.R.A. en particulier autour des fronts syndicaux communs, dont la forme et le contenu seront discutés par les organisations intéressées et non pas corsetées dans le cadre du Mouvement de la Paix.

Nous ne chercherons pas — au contraire — à en exclure le P.C.F. Dans la mesure où, avec ou sans lui, nous arriverons à concrétiser ces possibilités, nous amènerons, comme ce fut déjà le cas le 27 octobre, ses propres militants à réfléchir sur l'efficacité respective des deux méthodes proposées.

Pierre BELLEVILLE

## APPELS COMMUNS Syndicats et Partis POUR LA NÉGOCIATION

● Dans la Haute-Loire, huit organisations départementales réunies le 25 janvier ont signé une déclaration commune dans laquelle elles « demandent au gouvernement d'engager sans délai des négociations avec le G.P.R.A. pour le cessez-le-feu et les conditions de l'autodétermination ».

Ces organisations sont : les sections départementales de la F.E.N. et du S.N.I., l'U.D. de la C.G.T., l'U.D. de la C.F.T.C., la Fédération des fonctionnaires F.O., la Fédération du P.S.U., la Fédération du P.C.F. et la Fédération S.F.I.O.

● Dans la Corrèze, dix-huit organisations parmi lesquelles le P.S.U., le P.C.F., la S.F.I.O., le parti radical, le S.N.I., et le S.G.E.N. se sont réunies à Brive le 27 janvier et ont signé une déclaration pour l'ouverture des pourparlers avec le G.P.R.A. Elles ont constaté que le chef de l'Etat et son gouvernement n'ont fait aucun pas vers la paix et ont appelé les Brivistes à manifester dans l'union la plus large leur volonté de paix négociée en Algérie.

## Le ton change...

Le numéro de France Nouvelle de la semaine dernière (25 janvier) contenait une violente attaque de François Billoux contre « les gens de France-Observateur » mis dans le même sac que les idéologues bourgeois et les dirigeants S.F.I.O. François Billoux ajoutait : « Il y a toujours des gens, comme les dirigeants du P.S.U. à leur Conseil national, pour chercher midi à quatorze heures et pour bavarder sur la construction du socialisme quand il s'agit essentiellement dans le moment présent, d'une part de rassembler toutes les forces pacifiques pour imposer la paix en Algérie par la négociation, d'autre part de rassembler toutes les forces démocratiques et nationales pour en finir avec le pouvoir personnel, l'expression du pouvoir du grand capital monopoliste ». (On peut se demander en passant que sont ces « forces nationales » opposées au pouvoir personnel. Les amis de M. Duchet

ou de M. François Valentin, ou de M. Pinay ?)

Mais François Billoux est coutumier de ces attaques. Ce qui est plus nouveau, c'est le ton de France Nouvelle du 1<sup>er</sup> février qui analyse le projet de résolution adopté par le dernier C.P.N. du P.S.U. en mettant l'accent sur les points communs entre les positions du P.C.F. et du P.S.U. et en cherchant à réduire les divergences au maximum. Pourquoi ce changement à vue ? La conclusion nous éclaire : France Nouvelle explique que cette « évolution positive » du P.S.U. est due à la juste politique du Comité central, du Bureau politique et du Secrétaire général du P.C.F. qui ont rejeté « les affirmations sans fondement et de caractère opportuniste » de Servin et Casanova ».

Est-ce déjà la manœuvre habituelle à Maurice Thorez qui consiste, après avoir condamné les opposants, à adopter leur ligne ?

# L'ÉTUDE DU CLUB JEAN MOULIN

## LA PLACE DES EUROPÉENS

## INDEPENDANCE

Nos lecteurs se rappellent que dans notre numéro du 3 Décembre 1960, nous avons publié une étude de Georges Servet sur les données démographiques et économiques du problème algérien ainsi que sur la situation des Européens d'Algérie. Tribune Socialiste publiait dans le même numéro « l'Appel du P.S.U. aux Européens d'Algérie ».

Nous tenons à faire ce rappel au moment où, brusquement, un grand nombre de journaux et de partis semblent découvrir que ce dernier problème ne se pose pas dans des termes aussi simplistes qu'on ne l'avait laissé croire jusqu'ici à l'opinion française.

Voici plusieurs années que nous luttons pour une négociation avec le nationalisme algérien, parce que cette procédure nous paraît la seule qui soit de nature à mettre fin au conflit et, en même temps, à organiser dans les moins mauvaises conditions, l'avenir des Européens d'Algérie.

Ces idées s'imposent aujourd'hui à la majeure partie de l'opinion publique... sinon encoré au pouvoir.

Nous donnons ci-dessous, comme suite à l'article de Georges Servet, une analyse d'une partie de l'étude récemment publiée par « Le Club Jean Moulin » et un commentaire sur les données économiques des problèmes sociaux qui se posent en Algérie pour les deux communautés.

Cela ne signifie nullement que nous supposons déjà résolu, comme le fait la majeure partie de la presse, le problème de la négociation et le rétablissement de la paix. Nous n'avons d'autre objectif que de poursuivre notre travail d'information.

**D**ES bruits de négociations et la perspective maintenant presque unanimement admise de l'Indépendance algérienne ont amené l'attention sur le sort futur des Européens d'Algérie.

Une étude du « Club Jean Moulin » dont l'Express et Le Monde ont publié de larges extraits vient de poser le problème de l'emploi des Européens en termes nouveaux. Ce texte démontre, en effet, que même en se plaçant dans l'hypothèse la plus favorable d'un développement pacifique, les bases d'emploi de 100.000 Français d'Algérie sont fortement menacées et qu'il est raisonnable de prévoir le rapatriement, au cours des années prochaines, d'au moins 300.000 de nos compatriotes.

Cette perspective a de quoi les inquiéter : hier tout puissants dans un pays qu'ils considéraient comme leur bien, seront-ils demain des réfugiés errants à la recherche d'un toit et d'un emploi dans une patrie hostile ?

Dans la violence des manifestations de ces derniers mois, cette crainte a joué son rôle et a contribué à lier les masses aux plus excités. Qui veut faire avancer la paix et faciliter la négociation doit donc regarder les problèmes en face, et la gauche doit bien préciser sa position aussi bien pour les mesures de réintégration en France que pour la défense des droits de ceux qui voudront rester en Algérie.

Cependant, il serait dangereux et illusoire de fonder cette défense sur le maintien en Algérie de l'organisation économique et des structures professionnelles actuelles. Les futurs dirigeants de l'Algérie ne pourront accepter le maintien d'un système qui faisait de l'économie algérienne une annexe de l'économie française, orientée vers la satisfaction de quelques besoins métropolitains et aboutissant à attribuer la moitié du revenu algérien à une minorité d'un million d'Européens.

Les droits acquis, même bien fondés, de quelques-uns ne peuvent prévaloir contre le droit à la vie de millions d'hommes et paralyser la révolution écono-

mique nécessaire pour sortir l'Algérie de son sous-développement.

C'est en observant ce que tout régime démocratique devra faire en Algérie pour sauver l'Algérie de la faillite où l'entraînaient les méthodes libérales et capitalistes que nous pouvons essayer de définir les conditions d'un maintien d'une minorité européenne active et acceptée.

### Les objectifs du Plan de Constantine...

Les objectifs quantitatifs du programme dit « Plan de Constantine » sont connus : scolarisation totale, emploi pour 400.000 hommes, logements pour 1 million d'Algériens. Mais ses objectifs profonds doivent être rappelés tels qu'ils étaient sous-jacents au moment de l'envoi de M. Delouvrier à Alger :

Il s'agissait, en effet, de transformer les conditions du problème politique par une élévation du niveau de vie et par l'ouverture de perspectives d'abondance à long terme. Plus précisément, on espérait :

— occidentaliser les masses algériennes par la scolarisation, le développement des besoins, l'urbanisation et l'usage des techniques et de l'hygiène modernes.

— créer une bourgeoisie et des classes moyennes musulmanes grâce à la participation au développement industriel, l'accès aux emplois publics et aux responsabilités locales.

— mais surtout, en mettant l'accent sur l'industrialisation, — en fait sur la création de firmes liées aux grandes entreprises métropolitaines — sidérurgie, chimie, automobiles, mécaniques, gaz et pétrole, travaux publics, on désirait créer entre l'économie algérienne et l'économie française des liens durables de telle sorte que, quelle que soit l'évolution du statut politique de l'Algérie, les deux pays seraient trop

interdépendants pour qu'une rupture totale soit seulement concevable.

Liée à ce but capital, une opération de reconversion des Européens d'Algérie était sous-tendue. Réforme agraire, « musulmanisation » de la fonction publique et développement du secteur industriel devaient conjurer leurs effets pour aboutir à une sorte de mutation dans les fondements économiques de la présence française.

On voit assez par ce bref exposé que cette évolution était pensée dans un cadre d'union économique (union douanière notamment) avec la France et de méthodes essentiellement capitalistes. Les incitations, les avantages financiers devaient être suffisants pour la réussite du plan.

### ...et ses limites

Cependant, ce plan a vite montré ses contradictions et l'évolution de la situation algérienne lui a fait perdre toute chance de réussite.

L'étude du « Club Jean Moulin » a démontré que les chances d'arriver à une coexistence économique et professionnelle des Européens et des Musulmans n'étaient pas assurées grâce au Plan de Constantine. La scolarisation totale devait susciter beaucoup plus de revendications au travail qu'il n'était prévu de créer d'emplois, l'écart entre les revenus globaux des deux communautés risquait de s'accroître encore. Comment pouvait-on, même dans le cadre d'une Algérie pacifiée, empêcher que renaisse la révolte des Musulmans qui constataient :

— que 22.000 agriculteurs européens possèdent la quasi totalité des meilleures terres et le quart de celles qui sont cultivables.

### AGRICULTURE

Exploitations	Nombre d'exploitations			Superficie en millions d'HA		
	Non-Musulim.	Musulim.	Total	Non-Musulim.	Musulim.	Total
— d'un ha	2.393	105.954	108.347	1	37	38
1 à 10 ha	5.030	332.529	337.558	22	1.341	1.363
10 à 50 ha	5.585	167.170	172.755	135	3.186	3.321
50 à 100 ha	2.635	16.580	19.215	187	1.096	1.283
+ de 100 ha	6.385	8.499	14.884	2.382	1.689	4.071
Ensemble de l'Algérie	22.037	630.732	652.769	2.727	7.349	10.076

— qu'une famille de colon européen avait, en 1954, un revenu net moyen de près de 3 millions contre 130.000 francs pour une famille de fellahs.

— que sur 18.000 cadres industriels et intellectuels, 16.700 étaient européens, comme 78,7 % des employés de bureau, la moitié des ouvriers professionnels et 80 % des fonctionnaires.

### INDUSTRIES

#### Cadres et salariés 1954

Catégorie socio-professionnelle	Non Musulm.	Musulm.	Total
Cadres supérieurs et intellectuels ..	16.740	1.310	18.050
Intellectuels subalternes et technic.	39.070	8.330	47.400
Employés de bureau et de comm.	56.120	15.190	71.310
Ouvriers profes. P1 P2 .....	51.650	49.830	101.480
Ouvriers spécial. ..	28.000	59.230	87.230
Manœuvres .....	7.200	141.130	148.330
Apprentis .....	5.540	4.690	10.230
Mineurs et carriers	300	8.700	9.000
	204.620	288.410	493.030

#### Pourcentage

Catégorie socio-professionnelles	Non Musulmanes	Musulmanes
Cadres, intellect. .	92,7 %	7,3 %
Intellectuels, subalternes et techn.	82,4 %	17,6 %
Employés de bur.	78,7 %	21,3 %
Ouvriers profes. ..	50,9 %	49,1 %
Ouvriers spécial. ..	32,1 %	67,9 %
Manœuvres .....	4,8 %	95,2 %
Apprentis .....	54,1 %	45,9 %

Or les « promesses » du Plan étaient bien modestes... Face à un exode rural massif, les créations d'emplois dans les villes ne permettaient même pas



Un bled plongé dans la misère (M. Desjardins - Réalité)

# IN: ... EENS DANS L'ALGERIE

## NDANTE

de diminuer le nombre des sans-emploi. Face à la misère du bled, des investissements agricoles dérisoires devaient augmenter le niveau de vie de 3 % par an.

PREVISIONS DU PLAN DE CONSTANTINE	1959	1964
Agriculture ..... indice	100	118
Industries (sans bâtiment et trav. publics) »	100	187
Bâtiment et travaux publics ..... »	100	291
Services et commerce.. »	100	143

La pression des masses musulmanes pour obtenir l'accès aux emplois les plus simples se serait révélée irrésistible, les antagonismes, loin de s'apaiser, se seraient exacerbés. Par ailleurs, la capacité de reconversion des Européens pouvait être mise en doute : « L'agriculteur européen pourra-t-il se transformer en industriel ou en technicien ? Le petit fonctionnaire pourra-t-il se reconvertir en ouvrier ? » Ainsi, les chances d'un « apaisement » grâce au changement de base économique de la minorité européenne étaient-elles déjà faibles même en cas d'exécution satisfaisante du Plan. Mais en plus, il faut bien reconnaître que le Plan n'a pas été vraiment mis en œuvre. Si scolarisation, équipement public, réseaux énergétiques, logements ont été réalisés selon les prévisions grâce aux crédits publics le « reste » n'a pas suivi :

— Les industriels métropolitains, malgré les avantages importants ont boudé l'Algérie, parfois, ils se sont inscrits, mais presque toujours, ils ont attendu que la situation politique se soit éclaircie.

— Les Musulmans ne se sont pas associés au Plan. En ville, ils sont restés sur la réserve. Dans le bled, comme le notait M. Piquard dans *Le Monde*, du 27 janvier « les cadres élus se sont refusés à ce qui pourrait paraître un engagement politique ». Ce qui a prouvé qu'on ne fonde pas une politique du développement rural sur les bases d'un encadrement imposé par l'armée.

— Les Européens, enfin, n'ont pas compris. Ils se sont accrochés aux positions acquises; ils ont saboté la réforme rurale et, tant qu'ils ont pu, l'accession des Musulmans à la fonction publique. Ils ont tiré tout ce qu'ils pouvaient de leurs exploitations sans les amortir et de leurs commerces gonflés par la guerre. Ils ont vu, souvent avec méfiance, les effets d'industrialisation et s'y sont peu associés. On a découvert aussi qu'il n'y avait pas de chefs d'entreprise dignes de ce nom en Algérie.

De toute façon, pour que le Plan de Constantine réussisse, au moins dans certains domaines, il aurait fallu et la paix et du temps. Le pouvoir civil d'Alger n'a eu ni l'un ni l'autre, la guerre a aggravé tous les problèmes et fait perdre au Plan toutes chances de les résoudre.

La guerre, tout d'abord, a privé l'Algérie de la plupart des Musulmans qui auraient pu devenir des cadres : tués dans les combats, internés, dispersés à l'étranger ou mobilisés dans les rangs de l'A.L.N. A cause d'elle aussi, des centaines de milliers de familles se sont trouvées sans soutien, abandonnées à l'aide des voisins et aux distributions de blé. Mais surtout, la population algérienne a été soumise à un fantastique déplacement qui a ruiné toutes les structures traditionnelles et qui pose maintenant des problèmes insolubles dans un cadre libéral. On estime que près de 3 millions de ruraux ont quitté leur habitat originel : 1,6 à 1,8 million ont été regroupés, 4 à 500.000 se sont repliés sur des villages préexistants, 7 à 800.000 ont fui vers les faubourgs des grandes villes.

### Une situation explosive

Là où l'on voulait créer égalisation et apaisement, on a abouti à la plus explosive des situations : face à des minorités que la guerre et le Plan ont enrichies, face au luxe de quelques quartiers urbains, on découvre des banlieues surpeuplées au bord du chaos et de la révolte et un bled plongé dans la misère.

### La croissance urbaine

REPARTITION de la population musulmane	1900	1930	1959	TAUX d'augm. par rapp. à 1930
Population urbaine .....	316.000	590.000	2.100.000	+ 260 %
Population rurale .....	3.700.000	4.900.000	6.700.000	+ 36 %
Rapport : pop. urbaine / pop. musulm.	0,077	0,12	0,235	



Alger la blanche : un chômeur parmi d'autres.

Si un gouvernement algérien était établi, il se trouverait en face d'une situation dramatique : Dans les villes, des centaines de milliers d'hommes mal logés, sans emploi, sans structuration sociale, soumis à toutes les sollicitations. Dans le bled, des populations qui ont perdu, pour la plus grande part, leurs sources de production; cheptel et cultures arborescentes, qui sont parqués dans des centres dont la moitié sont considérés officiellement comme non viables, et dont l'autre moitié vit surtout grâce à des chantiers provisoires, des terres réquisitionnées, des soldes de harkis et qui doivent tout à la bonne volonté des pouvoirs locaux. L'équipement lourd de l'Algérie a été très développé: ports, pipe-lines routes etc... Mais il est essentiellement établi en fonction des rapports économiques avec la France. Par contre, la guerre a ruiné le petit équipement des campagnes, installations d'hydraulique pastorale, pistes, etc...

### Un État dirigiste et socialiste

Placés devant de tels problèmes, il est difficile d'imaginer que les nouvelles autorités, quelles qu'elles soient, puissent se contenter de la poursuite d'un plan établi selon des concepts libéraux et capitalistes. Déjà à Alger, les promoteurs de la « rénovation rurale » cherchent à en sortir. Un Etat algérien ne pourra qu'être dirigiste et socialiste.

Les tâches de ce gouvernement seront d'abord politiques, au sens le plus large du terme. Il lui faudra reprendre les masses urbaines et rurales dans une structure de parti unique extrêmement ferme. Il devra ensuite redonner à ces masses des raisons de vivre et de travailler, offrir une éthique aux jeunes, un sens nouveau à la famille musulmane et à la commune, mobiliser enfin les énergies pour les tâches les plus urgentes. Enumérons-en quelques-unes: dissolution des centres de regroupements et construction de nouveaux villages, reconstitution du capital rural: sols, cheptel, hydraulique, arbres, reconversion des cultures, création d'une industrie tournée vers les besoins de consommation courante, réorganisation du commerce extérieur destiné à obtenir les devises pour l'importation des biens d'équipement.

Pour mener à bien toutes ces tâches économiques, l'Etat algérien devra procéder à des réformes de structures profondes qui n'épargneront personne: Une réforme agraire totale, mais liée à la mise en valeur des sols pauvres bordant les zones riches, l'organisation des petits exploitants en coopératives de production, la prise en mains de tout le commerce des produits agricoles par des organismes semi-publics qui remplaceront les grossistes spéculateurs et les exportateurs qui prélevaient au passage des com-

missions ou des bénéfices scandaleux, la création de coopératives industrielles de production dans le bled et auprès des centres urbains.

### COMMERCE ET SERVICES

	Non Musulmans	Musulmans	Pourcentage non Musulmans
Artisans .....	18.900	30.100	38,5 %
Petits commerçants .....	24.300	62.300	28 %
Autres commerçants .....	4.600	4.300	51,7 %
Commerçants sans autre indication.	1.300	12.500	9,5 %
Professions libérales .....	11.000	2.200	83,3 %
Employés de bureau et assimilés.	8.800	5.800	60,2 %
Domestique et personnel de service .....	33.890	47.400	41 %
	102.790	164.600	

Cette simple énumération tend à prouver que bien des positions occupées par des Européens (comme par des Musulmans) seront remises en cause encore plus sûrement que par les pressions socio-professionnelles décrites — très justement — par le document de Jean Moulin. Est-ce à dire que les Européens n'auront plus de place dans les nouvelles structures et qu'ils n'auront plus de choix qu'entre le départ ou le repliement dans quelques ghettos côtiers où ils vivront en circuit fermé avec quelques subsides métropolitains ?

Ce n'est pas inéluctable. Bien au contraire, l'organisation et la mise au travail des masses urbaines et rurales réclamera de très nombreux techniciens : conseillers agronomes, mécaniciens, comptables des coopératives agricoles, cadres et techniciens du commerce, des industries et des administrations. Ces reconversions paraissent plus faciles que celles envisagées par le document Jean Moulin. Le seront-elles psychologiquement ? Cela dépendra des Européens d'abord : accepteront-ils de travailler au service du peuple algérien dans les cadres de services algériens ? Ce n'est pas certain. Ce qui est sûr, pourtant, c'est que l'Algérie indépendante ne réussira à vivre qu'au prix de transformations fondamentales qui n'ont pas eu lieu au Maroc ni en Tunisie où les problèmes étaient différents. Ces transformations, si les dirigeants ont la force de les concevoir et de les mener à bien, nécessiteront beaucoup plus de cadres et d'employés que n'en auraient jamais eu besoin les entreprises de type capitaliste du Plan de Constantine. Des Européens nés en Algérie ou venus d'Europe devraient y avoir leur place. S'y rendre utiles est leur véritable garantie de pouvoir vivre en Algérie; toutes les autres garanties auxquelles peuvent songer des juristes ou des diplomatiques sont illusoire...

Au moment où l'on parle beaucoup de garanties, les organisations de gauche se doivent d'être claires sur ce point; elles n'ont pas le droit de participer à une nouvelle entreprise de tromperie, mais elles se doivent, par contre, de faire connaître à tous, y compris aux dirigeants nationalistes; sur quelles bases pourrait être établie la participation de la France et des Français d'Algérie à la construction d'une Algérie démocratique.

P. CHARPENTIER

**LES PERSPECTIVES D'EMPLOI DES EUROPEENS D'ALGERIE**

Etude publiée par le Club Jean Moulin

8, rue Henner, Paris IX

L'exemplaire : 1,50 NF.

C.C.P. Paris : 17.344.31

## SECTIONS ET FÉDÉRATIONS

## SEINE

## Modification des structures fédérales

L'Union Départementale de la Seine a décidé lors de son Congrès des 10 et 11 décembre 1960, que les structures administratives mises en place au moment de la fusion étaient trop lourdes, qu'il convenait donc de les simplifier et d'organiser le Parti dans le département de la Seine sur les bases suivantes :

— Deux Fédérations, une pour Paris et une pour la Banlieue, dotées de pouvoirs normaux.

— Une Union Interfédérale, chargée de coordonner et d'exécuter, pour l'ensemble du département, les tâches qui exigent une centralisation et ne peuvent être dé coupées entre Paris et la Banlieue.

Le Secrétariat de l'Union Interfédérale est ainsi composé :

Mireille OSMIN, secrétaire générale ; Pierre BASSAN, Responsable aux Entreprises ; Gustave STERN et Jean VERGER, Responsables à la Formation Jean-Paul Carrier, Responsable à la Propagande ;

François FURET, Responsable aux Jeunes ; Jean-Marie VINCENT, chargé de l'étude socialiste et économique de la Région Parisienne ; Lucienne BORCHIO, Responsable de la Commission d'Action et de Propagande féminines, et P. BARTMANN, Responsable du Service d'Ordre, ont été rattachés au Bureau de l'Interfédération.

## PARIS

Le Congrès constitutif de la Fédération de Paris s'est réuni le 22 janvier. Désireux de mettre rapidement la nouvelle fédération au travail tout en renforçant l'unité du Parti, les diverses tendances qui s'étaient affrontées lors des débats précédents sur l'insoumission ou le référendum ont, d'un commun accord, bâti un programme d'action dont les points essentiels étaient la lutte contre la guerre d'Algérie, l'action dans les entreprises et l'action dans la jeunesse.

C'est sur la base de ce programme qu'a

été élue la Commission Exécutive, qui a désigné le Bureau suivant :

Marcel HEURGON Secrétaire Fédéral ; Marcel BLEIBTREU Secrétaire Fédéral Adjoint ; Georges SERVET Secrétaire Fédéral Adjoint et Augustin ALBERO ; Charles BATTISTELLI ; François BILLIO-QUE ; Manuel BRIDIER ; Albert ISVY ; Pierre MARCHI ; Jacques RAYNAUD ; Lucien RIOUX ; Emmanuel TERRAY ; Daniel VOGELHUT ; André VIGNON.

## SEINE-BANLIEUE

Le Congrès constitutif de la Fédération Seine-Banlieue s'est réuni le 22 janvier à Antony. Il a discuté d'un programme d'action et de développement de la fédération qui met notamment au premier plan la constitution de groupes d'entreprises. Le Congrès a élu une Commission Exécutive de 30 membres qui a désigné le Bureau suivant :

Marcel DEBARGE Secrétaire Général ; Charles PICANT Secrétaire-Adjoint ; André POUPELARD Trésorier ; Henri JANODET Administration ; Roger JAUNEAU Questions municipales et locales ; Pierre COSTES Entreprises ; Jean DELPY Propagande ; Georges GONTCHAROFF Formation ; Hélène OUDOUX Action et Propagande féminines ; Gérard BECU Jeunes Jacques BUENO Presse.

Liaisons à l'Interfédéral : Pierre BASSAN ; Gustave STERN ; Marcel TOUZELIN ; Jean-Marie VINCENT.

## SACLAY

avec Robert VERDIER

La section de Saclay du P.S.U. organise une

## REUNION PUBLIQUE D'INFORMATION

pour les travailleurs ouvriers et cadres du Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay

le LUNDI 6 FEVRIER, à 18 h. 15 (aussitôt après la sortie des ateliers et bureaux), à la Salle de Justice de Paix de Palaiseau

## Lancement de la Campagne de Diffusion

Après dix mois d'existence, TRIBUNE SOCIALISTE lance une grande CAMPAGNE DE DIFFUSION dont le premier but est d'améliorer notre hebdomadaire et d'étendre sa diffusion, non pour « vendre du papier » et en tirer une source de profit, mais comme un des moyens de notre lutte pour plus de justice et pour le respect de la dignité de tous les travailleurs. Organe du PARTI SOCIALISTE UNIFIE, porte-parole de notre parti, c'est l'outil irremplaçable qui fait connaître ses positions, son action, ses perspectives.

Augmenter notre diffusion, c'est augmenter notre influence, favoriser notre lutte, avancer dans la voie d'un renouveau du socialisme. C'est aussi améliorer les conditions financières et permettre un nouveau pas en avant en passant régulièrement à 12 pages. Le Comité de Rédaction pourra ainsi mieux satisfaire les besoins et les desirs de nos lecteurs.

La campagne qui va démarrer la semaine prochaine avec un numéro spécial à 12 pages, s'étalera sur trois mois. Sa réussite dépend de chacun de nous, de l'aide que vous allez apporter, lecteur ou militant, chacun selon ses moyens.

**AUX FEDERATIONS ET SECTIONS**  
Dans le courant de la semaine, tous les responsables fédéraux, tous les responsables de sections, tous les diffuseurs vont recevoir une circulaire précisant le cadre de cette campagne. De nouvelles modalités, avantageuses pour les caisses des sections, prendront effet. Nous vous demandons de prêter une grande attention à cette circulaire et de vous préparer dès maintenant à assurer le succès de cette campagne.

**A TOUS NOS LECTEURS ET AMIS**  
A l'inverse des lecteurs de ce qu'il

est convenu d'appeler « la grande presse d'information », vous n'êtes pas des « clients » qui achetez une marchandise, vous êtes des amis, des camarades qui participez à notre combat, qui partagez notre idéal, notre volonté de progrès, de liberté et de paix.

Vous pouvez nous aider : imaginez que chaque lecteur de Tribune Socialiste trouve parmi ses relations d'ici la fin de la campagne, un autre lecteur : nous doublerions notre tirage !

Est-ce si difficile de trouver parmi vos amis, vos voisins, vos parents, vos camarades de travail, un ou deux nouveaux lecteurs de Tribune Socialiste ? Non n'est-ce pas ? Et c'est pourquoi, sans plus tarder vous allez répondre à notre appel.

Comment ? Plusieurs moyens sont à votre disposition :

— par exemple, vous pouvez faire souscrire à un de vos amis un abonnement de trois mois, six mois ou un an, en lui faisant remplir le bulletin d'abonnement ci-dessous.

— vous pouvez également nous demander un envoi (gratuit) de un ou plusieurs exemplaires (pendant 4 semaines) qui vous permettront de faire connaître Tribune Socialiste autour de vous,

— vous pouvez encore nous envoyer une liste de noms à qui nous ferons parvenir gratuitement Tribune Socialiste pendant 4 semaines.

Comme vous le voyez, nous ne vous demandons là rien qui ne soit à la portée de chacun d'entre nous. Mais nous vous le demandons avec beaucoup d'insistance.

**AIDEZ TRIBUNE SOCIALISTE A VOUS AIDEZ**

Roger CERAT

## ENVOI GRATUIT de PROPAGANDE

Je désire faire connaître Tribune Socialiste autour de moi et vous demande en conséquence de me faire parvenir ..... exemplaires pendant quatre semaines (maximum 5 ex.)

à l'adresse suivante :

M ..... (prénom) .....

## ENVOIS D'ESSAI GRATUITS

Liste de noms et d'adresses de personnes à qui vous pourriez faire des envois d'essai gratuits de « TRIBUNE SOCIALISTE ».

1<sup>o</sup> M ..... (prénom) .....

Adresse .....

2<sup>o</sup> M ..... (prénom) .....

Adresse .....

3<sup>o</sup> M ..... (prénom) .....

Adresse .....

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare souscrire un abonnement de :

Soutien ..... 30 NF  
Un an ..... 19 NF  
6 mois ..... 10 NF  
3 mois ..... 5 NF

54, Bd. Garibaldi - PARIS (15<sup>e</sup>) C.C.P. 58-26-65

## UN APPEL DU SECRETARIAT DU P.S.U.

Notre Parti Socialiste Unifié est en plein essor. Les adhésions affluent. Les jeunes sont pleins d'enthousiasme. Nous sommes néanmoins cruellement handicapés par la médiocrité de nos ressources financières. Nous ne disposons pas d'un personnel en nombre suffisant pour assurer le travail indispensable.

Il y a des portes — que d'autres connaissent bien — auxquelles nous refusons de frapper.

C'est à vous tous que nous nous adressons. Pourquoi ceux d'entre vous qui le peuvent ne s'imposeraient-ils pas volontairement une cotisation mensuelle supplémentaire ?

Si 100 amis versaient chacun 5.000 francs par mois, nous disposerions dans une année de 6 millions qui seraient les bienvenus.

Les uns pourront fixer leur apport à 10.000 francs, davantage peut-être, d'autres à 1.000 ou 2.000. Certains d'entre vous feront une collecte autour d'eux pour nous en envoyer le montant.

Retournez-nous au Siège du Parti, 8, rue Henner, PARIS-9<sup>e</sup>, la déclaration ci-dessous, et versez à Maurice KLEIN, 37, rue de Trévise, PARIS-9<sup>e</sup> (C.C.P. 4435-35 Paris) votre première mensualité.

A tous merci et en avant pour le socialisme authentique.

Je, soussigné (nom, prénoms, adresse) .....

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié, la somme de ..... NF.

Signature :

## OU EN EST LA SOUSCRIPTION ?

A la date du 31 janvier, elle avait rapporté 9.270 NF (927.000 anciens francs). Les engagements pris doivent rapporter pour l'année 26.724 NF (2.672.400 anc. francs).

Merci à tous, et en avant pour les 60.000 NF (6.000.000 d'anciens francs) dont le Parti a absolument besoin.

Le Bureau national

## MEURTHE-ET-MOSELLE

## Élection cantonale à Nancy

Dimanche prochain 5 Février a lieu une élection partielle dans le canton de Nancy-Ouest afin de remplacer Maître Kalis, indépendant de gauche, décédé. Se trouvent en présence un Indépendant, un U.N.R., un S.F.I.O., un communiste et un P.S.U. C'est notre camarade André Guénaire qui défendra les positions du P.S.U. André Guénaire, conseiller municipal de Vandœuvre (banlieue de Nancy) est professeur d'Education Physique et responsable des CEMEA. Le canton comprend une partie de la Ville de Nancy et une partie de la banlieue ouvrière (sidérurgie et mines de fer). Plusieurs réunions sont prévues chaque jour et des groupes de militants syndicalistes ouvriers et d'enseignants soutiennent activement notre candidat.

Les républicains, les socialistes, tous ceux qui désirent vraiment une politique de progrès et de paix se compteront dimanche prochain à Nancy.

## "C.E.S." PROGRAMME

## • DEGRE SUPERIEUR

ATTENTION : Les cours du DEGRE SUPERIEUR se tiendront désormais Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, Paris VII<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Bac), à 20 h. 30, les mardi et mercredi.

7 FEVRIER :

Les conditions de la recherche scientifique et le Marxisme, par Jean Langevin.

8 FEVRIER :

Les grandes théories, par Gilles Martinet.

## • DEGRE MOYEN

Pour le DEGRE MOYEN, les cours restent 17, rue de Chaligny.

6 FEVRIER :

Le mouvement ouvrier de 1940 à 1958, par Pierre Belleville.

Pour tous renseignements : « C.E.S. », 17, rue de Chaligny.

## Une nouvelle Section à CACHAN

Le meeting tenu à Cachan le 10 janvier par Edouard Depreux a eu pour résultat la constitution d'une section à Cachan avec l'adhésion de nombreux élèves de l'E.N.S.E.T.

• Renseignements et adhésions : BOURGEOIS, 4, rue de Normandie,

## PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE. 15-04

Semaine du 1<sup>er</sup> au 7 Février

TIREZ SUR LE PIANISTE

un film de François Truffaut

avec Charles AZNAVOUR

## PARIS RIVE-GAUCHE

MARDI 7 JANVIER

Studio du Val-de-Grâce, à 21 h. 30, rue Henri-Barbusse, Paris-Ve.

## Le Carnaval des Dieux

## Ciné-club "Action"

MARDI 7 JANVIER

Paris-Ciné, 56, av. de Saint-Ouen

## Le Sel de la Terre

de Richard BROOKS

## Courrier du PSU

N<sup>o</sup> 5 - 6

(24 pages)

Les documents pour le Congrès National des 24-25-26 Mars.

— Rapport moral et Rapport d'orientation présentés par Edouard Depreux.

— Projet de résolution présenté par le C.P.N.

Abonnement 1 an : 6 NF. C.C.P. « Tribune Socialiste » Paris 5826-65, 54, boulevard Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>.

# La misère des étudiants...

Cette semaine est marquée, à Paris et dans les villes universitaires de province, par la campagne revendicative lancée à l'initiative de l'U.N.E.F. (Union Nationale des Étudiants de France).

Les responsables étudiants entendent non seulement faire le point de leurs revendications, mais aussi apporter une fois de plus avec force devant l'opinion publique les seules solutions à long terme susceptibles de redresser une situation toujours plus alarmante.

**S**ELON une tradition déjà bien établie, l'U.N.E.F. entreprenait une action revendicative importante au cours du premier trimestre de l'année scolaire, et ce n'était pas sans raisons : la rentrée universitaire est évidemment le moment de l'année où les difficultés de tous ordres se font sentir de la façon la plus flagrante. La presse et la radio se font volontiers l'écho des incidents spectaculaires auxquels elle donne lieu : immenses queues d'étudiants venus chercher leur carte d'entrée au restaurant universitaire, amphithéâtres archi-combles incapables cependant de contenir, et de loin, tous les étudiants inscrits ; car les premiers jours les cours connaissent une affluence record — par la suite un absentéisme rendu plus ou moins obligatoire par l'exiguïté des lieux éclaircit beaucoup les rangs, et permet de croire la situation moins angoissante qu'elle ne l'est en fait...

C'est donc dans ces premières semaines de l'année universitaire que peut le mieux se manifester le mécontentement du plus grand nombre d'étudiants. Mais là n'était pas la seule raison de l'appel que lançait l'U.N.E.F. à cette époque : c'était aussi le moment où le Parlement discutait du budget de l'Éducation nationale, et l'action budgétaire avait prouvé qu'elle pouvait être payante.

## Retard sur le plan Le Gorgeu : 105 milliards

Or nous n'en sommes plus là. Il n'est plus possible, comme pendant l'hiver 1953-1954, de faire refuser à deux reprises le budget de l'E.N. à la suite d'une action spectaculaire des étudiants et des enseignants. Désormais le Parlement n'a plus qu'un pouvoir de contestation très réduit sur les grandes options du budget, qui sont déterminées par le Conseil des ministres, et n'a même plus la possibilité de se prononcer sur le détail technique de ce budget fixé au niveau des cabinets ministériels.

Placée devant une situation aussi nouvelle, l'U.N.E.F. a cherché à situer dans l'année son action revendicative avec le maximum d'efficacité : le moment semble venu, le gouvernement ayant annoncé pour le mois de mars la parution de lois-programmes concernant les équipements sportifs, scolaires et universitaires.

Il n'est pas inutile de rappeler que cette année 1961 est la dernière des quatre années prévues pour la réalisation du plan LE GORGEU. Ce plan d'équipement universitaire et scolaire définissait les besoins à satisfaire en première urgence pour remédier à la vétusté et à l'insuffisance des locaux, pour recruter des professeurs en nombre suffisant ; certes, ce plan a été adopté par le gouvernement et sa réalisation entreprise en 1958. Mais, alors que le plan ne prévoyait que le strict minimum, chaque année a apporté un retard croissant dans son application : en 1959 le retard était de 62 milliards, en 1960 de 105 milliards. Il aurait fallu cette année et rattraper ce retard criant, et dégager les crédits suffisants à la réalisation de la tranche de travaux prévue pour 1961. Nous en sommes loin.

Cependant chaque nouvelle année voit le renouvellement des mêmes problèmes et la reconduction des mêmes solutions de fortune. Face à cette absence de politique pour l'Éducation nationale, l'U.N.E.F. veut montrer qu'il existe des solutions d'ensemble et qu'il est encore possible de choisir la voie du bon sens.

## 400.000 étudiants dans 4 ans : où les logera-t-on ?

A l'heure actuelle le nombre global des étudiants en facultés (on exclut les grandes écoles et l'enseignement supérieur privé) atteint presque 200.000. Dans 4 ans, en octobre 1965, il aura doublé.

Or 10 % seulement de ces étudiants peuvent être logés en cités universitaires : les autres sont logés soit dans leur famille, soit chez les particuliers à des prix souvent prohibitifs. Par ailleurs les possibilités de sous-location sont de plus en plus restreintes : la surface des appartements que l'on construit tend à se réduire tandis que les textes légaux interdisent la sous-location en H.L.M. par exemple. Il faut donc prévoir le logement des étudiants. Pour permettre de loger 20 % d'entre eux en 1965, ce qui est un objectif très réduit et éloigné de la réalité des besoins, il faudrait disposer alors de 60.000 chambres en plus de celles qui existent maintenant ; durant trois ans il faudrait construire 20.000 chambres par an... pour cette année le budget prévoit la construction de 3.000 chambres ! Ou bien le montant des crédits sera multiplié par quatre pendant les années qui viennent, ou bien la rentrée 1965 ne pourra être assurée.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

Imprimerie René-Boulangier  
60, rue René-Boulangier, PARIS-10<sup>e</sup>

— Travail exécuté —  
par des ouvriers syndiqués

Le système actuel a fait faillite et le prouve clairement ; car l'insuffisance quantitative se double d'une extrême lenteur dans les constructions : il faut au moins deux ans à partir du moment où les crédits sont votés pour que la cité puisse être ouverte aux étudiants. Cette lenteur provient à la fois de l'incertitude du financement et d'un manque de prévoyance dans la recherche rapide de terrains à bâtir, dans le choix des architectes ; il y a donc un certain nombre de réformes administratives à prendre afin de supprimer les causes principales de ces retards dans la construction. Ainsi dès maintenant il est essentiel de prévoir la recherche de terrains pour les cinq ans qui viennent ; cela présente aussi l'avantage de permettre l'insertion du logement des étudiants dans le plan d'ensemble d'expansion des villes, et d'éviter que se créent en marge de celles-ci de véritables cités habitées uniquement par des professeurs et des étudiants.

Si la faillite est certaine dans le domaine du logement, elle ne l'est pas moins dans un autre domaine tout aussi vital : celui des ressources des étudiants.

Toutes les solutions qui ont été mises en pratique jusqu'à présent relèvent plus ou moins de l'« assistance » de l'Etat à l'étudiant, ou encore imposent à celui-ci une orientation professionnelle obligée.

## Que sont les bourses d'études ?

Elles ont toujours été conçues comme une simple contribution de l'Etat aux frais d'études dont la majeure partie est assumée par la famille ; elles ne s'adressent donc dès l'origine qu'aux enfants de familles aisées. En outre, lors de l'attribution, l'évaluation des possibilités d'aide à la famille est sujette à beaucoup d'erreurs. Contrairement à ce que l'on peut penser, les bourses d'études ne facilitent pas l'accession à l'Enseignement supérieur des moins fortunés ; en ce sens l'objectif de démocratisation de l'enseignement ne saurait être atteint même par une augmentation du nombre des bourses d'Enseignement supérieur : ceci dans la mesure où la famille doit pouvoir être assurée dès le

# ...et des enseignants

**L**UNDI 30 JANVIER, les enseignants de toutes catégories, appliquant un mot d'ordre de la F.E.N. (Fédération de l'Éducation nationale), ont fait dans l'Académie de Paris (neuf départements), une grève d'une demi-journée.

Pourquoi une manifestation ainsi limitée à quelques heures et à une seule académie ?

Cette grève n'est que le début d'une vaste action revendicatrice méthodiquement préparée et qui sera poursuivie et amplifiée jusqu'à ce que les enseignants obtiennent satisfaction. Dans un premier temps doivent avoir lieu des arrêts de travail d'une demi-journée seulement par académie ou groupe d'académies à des dates échelonnées, de manière que soit marquée la continuité de l'action. C'est ainsi qu'après Paris, ce sont les enseignants de l'Académie de Strasbourg qui feront grève. Et ainsi de suite. Quand ce mouvement tournant aura atteint successivement toutes les académies, si aucun résultat n'a encore été obtenu, les professeurs et instituteurs feront alors selon la même méthode des grèves tournantes de 24 heures. C'est ainsi qu'un nouvel arrêt de travail est prévu dans les départements de l'Académie de Paris, pour le mois de Mars.

Si le gouvernement demeure sourd à ces revendications les organisations syndicales donneront de nouveaux mots d'ordre d'action de manière à marquer plus fermement encore leur volonté de lutte : une grève des jurys d'examen pourrait par exemple être envisagée.

Nous n'exposerons pas ici le détail des revendications du corps enseignant. Il suffit d'indiquer :

1° que cette catégorie de fonctionnaires se trouve doublement déclassée, d'une part en raison des hausses

début, dès l'entrée dans le secondaire, d'une aide suffisante par la suite.

D'autres solutions ont été trouvées, tels les IPES, qui instaurent une véritable pré-embauche dès le début des études supérieures. L'étudiant se trouve enfermé dans un engagement avant même d'avoir pu réellement juger de ses aptitudes et de ses capacités... Comme les entreprises privées, l'Éducation nationale finance les études en échange de la signature d'un contrat.

## L'allocation d'études : Condition de la démocratisation de l'Enseignement

Seule une rémunération accordée à tous les étudiants permettrait d'éviter ces écueils, de promouvoir une démocratisation certaine de l'enseignement supérieur tout en laissant à l'étudiant, quelle que soit sa situation de fortune personnelle, la liberté de se consacrer aux études correspondant le mieux à ses aptitudes.

Cette rémunération, ou allocation d'études, ne serait soumise qu'à des critères purement universitaires (succès aux examens) : ainsi conçu, son principe avait rencontré une très large audience il y a quelques années — six propositions de loi à l'Assemblée nationale entre 1948 et 1950, rapport Dienesch en 1956 — Depuis quatre ans c'est le silence complet de la part des Pouvoirs publics ; tandis que l'on crée ou maintient des solutions bâtarde, aucune suite n'est donnée à la seule solution satisfaisant à la fois la justice et la logique.

C'est ce que l'U.N.E.F. entend démontrer.

En reprenant la revendication de l'allocation d'études, à côté d'un problème aussi tragique que celui du logement, les étudiants se rappellent que les succès remportés dans le passé l'ont été au prix de plusieurs années d'efforts et manifestent leur volonté de faire progresser cette revendication dans l'opinion publique en même temps qu'elle redevient un thème de lutte pour l'ensemble des étudiants.

C. M.

de prix, d'autre part en raison des augmentations consenties au cours des dernières années à certaines autres catégories de fonctionnaires.

2° que ce déclassement a été maintes fois reconnu par les pouvoirs publics et que la promesse a été faite à plusieurs reprises d'y porter remède. C'est ainsi qu'en décembre 1959, à l'occasion du vote de la loi antitâche, le gouvernement Debré avait pris l'engagement de procéder à une revalorisation des traitements du corps enseignant. En juin 1960, le ministère de l'Éducation nationale a renouvelé la promesse et prévu un certain nombre de mesures. Aucune suite n'a été donnée à ces projets.

3° que le corps enseignant, par ses revendications, ne livre pas une bataille purement corporative. Il lutte aussi pour l'avenir et la qualité de l'enseignement, donc dans l'intérêt des élèves et de l'ensemble de la nation. L'insuffisance des traitements est la cause principale d'une grave crise de recrutement. D'où les classes pléthoriques dont les élèves souffrent plus encore que les maîtres ; d'où le nombre considérable de chaires non pourvues et la baisse générale de la qualification exigée du personnel.

On constate d'ailleurs, à l'occasion du mouvement qui vient de commencer, que cette situation est comprise de l'ensemble des parents. Ceux-ci, se sont, en général, abstenus d'envoyer leurs enfants en classe le lundi 30 janvier. Les revendications du corps enseignant sont mieux comprises et approuvées.

Les résultats de cette première des grèves tournantes sont tout à fait encourageants : le mot d'ordre a été très largement suivi. Dans de très nombreux établissements, du second comme du premier degré, la quasi-unanimité du personnel a fait grève.

## Grève à l'E.D.F. et au Gaz de France

Une grève d'avertissement a eu lieu le 25 janvier 1961 sur le plan national à E.D.F.-G.D.F.

Cette grève avait pour but de faire connaître aux Pouvoirs publics le mécontentement unanime des Electriciens et Gaziers, devant l'immixtion permanente des Pouvoirs publics dans le domaine des salaires, en contradiction avec l'article 9 de notre statut et la non application de la convention des 8 et 9 janvier 1960.

En ce qui concerne la région parisienne, la grève a été très largement suivie — de larges délégations ont été faites auprès des chefs de services responsables et auprès des Pouvoirs publics.

Nous avons présenté, en ce qui concerne les services centraux, une motion dont voici des extraits :

— Proteste de la façon la plus vigoureuse contre le droit de veto que s'arroge le Gouvernement pour interdire le libre jeu des dispositions statutaires.

— S'élève contre les mesures discriminatoires prises à l'encontre des Electriciens et des Gaziers qui sont ainsi exclus du droit commun de la libre discussion des Conventions Collectives,

— Exige que les textes réglementaires soient intégralement respectés et que s'ouvrent, sans délai, les discussions prévues à l'article 9 du Statut National des Industries Electriques et Gazières.

— Demande que ces discussions aboutissent à un relèvement substantiel du salaire national de base, compte tenu de l'évolution des conditions économiques et sociales depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1960.

— Exige que les dispositions de la Convention des 7 et 8 janvier 1960 soient intégralement appliquées avant la fin de 1961.

A la Préfecture de la Seine, où nous avons présenté la motion, le Chef de Cabinet du Préfet lui-même a été obligé d'admettre le bien fondé de notre mouvement et a même ajouté que ce serait une catastrophe sociale si nos droits n'étaient pas reconnus.

Il est évident que, outre E.D.F.-G.D.F., de nombreuses catégories professionnelles, notamment la S.N.C.F., frappent à la porte des Pouvoirs publics afin de leur rappeler les créances en souffrance.

26 janvier 1961.

Jean LE CORRE

# PORTUGAL: Le général et le dictateur

L'affaire du « SANTA-MARIA » vient d'attirer l'attention sur un pays auquel il est d'ordinaire accordé peu d'intérêt : le Portugal. Peu nombreux sont en France ceux qui connaissent l'implacable dictature qui pèse depuis trente cinq ans sur ce petit pays, qui savent dans quel état de misère, d'analphabétisme et d'asservissement le président Salazar maintient 6 millions de Portugais et 12 millions d'Africains colonisés par le Portugal. Une des fins que visait le capitaine Enrique Galvao était certainement la rupture du mur du silence élevé par le dictateur autour de tout ce qui se passe au Portugal et dans les colonies portugaises. Galvao avait sans doute des projets plus ambitieux et il comptait sur l'aide du nouveau président brésilien Janio Quadros pour les réaliser; mais Janio, qui avait affirmé sa sympathie pour l'opposition portugaise au cours de sa campagne électorale, a complètement changé ses batteries, à la suite d'on ne sait quelles pressions : il annonce que si le « Santa Maria » touche un port brésilien, il sera placé sous séquestre.

De toutes façons, Salazar est d'ores et déjà ébranlé, car des dictatures de petit calibre comme la sienne ne peuvent se maintenir qu'à l'abri du silence et de l'ignorance. La meilleure façon pour nous d'aider Galvao c'est de dire ce que trente ans de Salazar, de répression policière et d'ordre moral ont fait du Portugal et de ses colonies.

L'EMPIRE portugais d'aujourd'hui est constitué des débris d'un immense empire qui au XVII<sup>e</sup> siècle comprenait en particulier le Brésil. Il comprend outre Macao, près de Hong-Kong, (Chine), Goa, au sud de Bombay (Inde) l'île de Curaçao (au Nord du Venezuela), une partie de l'île de Timor (Indonésie), trois territoires africains et des îles au large de la côte occidentale d'Afrique qui en sont les éléments essentiels.

	Angola	Mozambique	Guinée Portugaise
Superficie (km <sup>2</sup> )	1.247.000	783.125	36.125
Population	4.500.000	5.200.000	600.000
dont Européens	150.000	70.000	

## Sous-développement économique

La population des trois territoires vit principalement de l'agriculture (90 % de la population au Mozambique). Cette agriculture est divisée en deux secteurs bien séparés : les concessions des grandes compagnies et l'agriculture autochtones.

1) Les grandes compagnies : — Société d'Agriculture Coloniale (île de Saotomé), Compagnie Agricole du Cassequel (Angola), Sena Sugar (Mozambique) etc... disposent de concessions immenses : ainsi la Compagnie Nationale Cotonnière possède près de 250.000 hectares au Mozambique. Ces concessions occupent les terres les plus fertiles, et elles sont consacrées à des cultures d'exportation : surtout café et coton, qui s'étendent au détriment des cultures vivrières. Les compagnies d'exploitation qui ont depuis longtemps amorti leurs installations réalisent d'énormes profits (pour celles dont nous avons donné les noms, 49 % de leur capital en 1957, en moyenne) qui ne sont pas réinvestis sur place.

2) L'agriculture indigène est au contraire abandonnée à elle-même et la sous-alimentation fait des ravages parmi la paysannerie africaine spécialement en Angola. Les Africains sont très aisément expropriés de leurs terres sous prétexte de non-paiement d'impôt, ils ne reçoivent aucune assistance technique, et supportent le poids d'une fiscalité très lourde : jusqu'à 1943, les ressources financières de

Si nous ne sommes plus à l'ère de la marine à voiles, nous avons bien de la chance d'être encore au temps des bateaux à vapeur. Cela aura permis à la fantastique aventure du capitaine Galvao et de ses amis de faire long feu et à l'opinion mondiale de se poser quelques questions à propos du Portugal.

Autant dire que le Dr Salazar n'a pas lieu d'être très satisfait. Ce célibataire chaste, sobre et compassé, cet austère professeur au verbe rare et aux manières feutrées, ce dictateur bien élevé devenu le maître à penser de toute droite peu ou prou pétiante, cette incarnation de « l'ordre moral » descendu sur la terre, n'aime guère en effet qu'on parle de son pays.

Son pays... c'est son domaine qu'il faudrait dire. Depuis le jour de 1928 où une République manquée lui confia le soin de remettre ses finances en ordre, Antonio de Oliveira Salazar conduisit, administra et régente le Portugal comme d'autres leur usine de pneumatiques ou leur hacienda. La Constitution de 1933, c'est Salazar. Le Statut du Travail, c'est Salazar. L'Etat corporatiste dont les derniers rouages datent seulement de 1958, c'est encore Salazar. Et l'incamovible premier ministre de cet Etat, qui pourrait-il être d'autre que l'inventeur de tous ces rouages fabriqués sur mesure ?

Au Portugal, malheureusement, la mesure n'est pas celle du XX<sup>e</sup> siècle européen, si insuffisante soit-elle. C'est plutôt celle d'un XVIII<sup>e</sup> où le Pouvoir n'aurait pas l'inconséquence de laisser s'exprimer les Voltaire et les Montesquieu, ces esprits forts dont un bon peuple n'a que faire.

Et de quoi pourrait-il se plaindre, en effet, ce peuple que la miséricorde gouvernementale et des nuées d'argousins préservent des mauvais bergers ? Son revenu par tête est le plus faible et le plus stagnant d'Europe ? La belle affaire, tout va bien puisque les finances publiques sont saines, le budget de l'Etat équilibré, et l'escudo respecté par la finance internationale !

Ce peuple est le plus illettré d'Europe ? Il

## Colonies et travail forcé

L'Angola provenaient pour la plupart de l'impôt de souveraineté payé par les Africains. Ce n'est qu'à partir de 1950 qu'ont été perçus des impôts sur le revenu et sur les exportations.

A ces deux secteurs est en train de s'en ajouter un troisième : afin de décongestionner son territoire surpeuplé, la métropole portugaise pratique l'installation systématique de colons portugais. Ainsi le colonat de Ela, qui comptera 530 propriétés sur une superficie de 40.000 hectares, coûtera 500 millions d'escudos, soit dix fois la somme dépensée en 1957 pour l'instruction publique en Angola. Cette politique a un objectif inavoué : devant la pression croissante du nationalisme africain, le Portugal souhaite renforcer l'implantation blanche afin de prolonger sa tutelle.

Le sous-sol des colonies portugaises contient d'importantes ressources minières dont certaines — charbon, pétrole au Mozambique, diamants en Angola — ont été mises en valeur, grâce aux capitaux anglais, belges, hollandais et américains. Ce sont les capitaux étrangers qui ont permis la construction des Chemins de Fer de Beira, de Benguela et Zambéze, des ports de Luanda, Beira et Lourenço Marquez. Un accord tacite unit les entreprises étrangères à l'administration portugaise : l'administration garantit aux compagnies la libre exploitation des richesses locales et le maintien de l'ordre, les compagnies font pression sur leur propre gouvernement pour qu'il soutienne ou au moins n'attaque pas le colonialisme portugais.

### Le régime politique

La politique officielle du Portugal est l'assimilation. L'Angola et le Mozambique sont des provinces portugaises. Il n'y a théoriquement aucune différence entre les citoyens métropolitains et ceux des colonies. Seulement... tout le monde ne peut être citoyen. Voici ce qu'écrivent à ce sujet deux journalistes qui ne peuvent être soupçonnés de progressisme :

« On nous a bien expliqué que la seule discrimination vis-à-vis de l'indigène consistait à distinguer le « civilisé ». L'Africain ayant prouvé qu'il sait lire et écrire, qu'il est bon catholique pratiquant, qu'il gagne honorablement sa vie et qu'il vit à l'européenne, obtient la carte d'« Assimilado ». Il est citoyen portugais de premier ordre. Il en a quelques droits (y compris celui de l'éducation gratuite pour ses enfants) et toutes les obligations (notamment celles de payer l'impôt). Il

serait mal venu de s'en lamenter quand on voit à quelles fermentations démoniaques peut mener l'instruction appliquée à des intelligences au départ rudes et saines comme une bonne terre inculte. D'ailleurs, il y a des écoles, au Portugal. Ce n'est pas comme en Angola, où un prince au demeurant bien turbulent, le général Delgado, prétend qu'un négroillon sur mille seulement va en classe. Dans la mère patrie, l'instruction primaire est gratuite et obligatoire pour tous les enfants... pendant trois ans.

Les filles elles-mêmes sont soumises à cette obligation... depuis l'année dernière.

Et, pour tout le monde, il existe une quatrième année facultative.

Les syndicats sont interdits ? C'est pour maintenir la paix sociale. Les élections sont trafiquées ? Elles ont une importance bien secondaire, dans un Etat Corporatiste.

La presse est muselée ? Parlons-en : un seul jour, en l'espace de 34 ans, la liberté lui a été rendue. L'ingrate en a profité pour critiquer le régime. Après cette expérience concluante, qui remonte à 1945, il a bien fallu en revenir à l'ancien système.

Les prisons sont pleines ? 3.000 détenus politiques croupissent dans les geôles ? C'est bien la preuve de la mansuétude du régime. Il ne veut pas la mort des pêcheurs, dont d'autres mauvaises graines feraient aussitôt des martyrs. Il les condamne à la prison pour un nombre d'années gentiment anticonformiste, s'agissant d'années de prison — 12, 16, 18 ans par exemple. Beaucoup se suicident pendant leur incarcération ? Allez savoir pourquoi... D'autres demeurent enfermés après l'expiration de leur peine ? C'est qu'ils ne se sont pas amendés.

Toute la richesse du Portugal est entre les mains des « cinquante familles » sur lesquelles s'appuie le régime ? Il faut bien qu'elle appartienne à quelqu'un. D'ailleurs, vous oubliez que les intérêts britanniques sont, eux aussi, très importants dans ce pays, qui est « le plus ancien allié » du Royaume-Uni et l'un des associés de l'OTAN. Le Portugal, c'est une parcelle du monde libre.

Ce monde libre a ses réflexes. Lorsque Salazar leur a demandé de courir sus aux révoltés du « Santa Maria », la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont immédiatement dépêché leurs frégates et leurs destroyers. Mais l'homme qui s'est lui-même proclamé l'instigateur de ce coup d'état maritime, le général Humberto Delgado, est lui-même aux antipodes d'un Fidel Castro. Président de la « junte internationale des libéraux » (ainsi l'a appelé le capitaine Galvao), il n'a rien d'un révolutionnaire marxiste. Ambitieux et généreux, calculateur et sentimental, ennemi de Salazar après avoir été l'un de ses premiers compagnons, il est lui-même en fait un tissu de contradictions qui lui ont permis de devenir le leader à peu près incontesté de l'opposition au dictateur. Pour les travailleurs systématiquement opprimés, et maintenus dans l'ignorance, il apporte l'espoir d'une étape. Pour la bourgeoisie libérale, pour l'église portugaise qui a sérieusement pris ses distances avec Salazar depuis quelques années, il est le symbole de la lutte contre un obscurantisme totalitaire implacablement condamné par l'évolution. Pour les partenaires occidentaux, il est l'ancien représentant du Portugal à l'OTAN, où il paraissait capable de dépasser le stade du chauvinisme suave de la plupart des diplomates au service du dictateur. Ce dernier fait figure aujourd'hui de planche passablement pourrie et Kennedy n'est pas Foster Dulles ni Macmillan Anthony Eden : les frégates de Sa Majesté ont manqué de mazout comme de vulgaires canots de plaisance et « J.F.K. » a fait savoir que ses destroyers escortaient, mais n'arraisonneraient par le « Santa Maria ».

Le fidèle second du général Delgado, le capitaine Enrique Galvao (dont la carrière mouvementée fut comparable à celle de son chef) aura donc promis à travers les mers les espoirs de tous ceux qui souhaitent la fin de l'un des anachronismes les plus hideux de l'Europe moderne, de tous ceux, aussi, qui, simplement, s'y résignent. Puisse son périple ne pas être un coup pour rien.

Michel CLAIROT

peut se promener dans les rues après neuf heures du soir, fréquenter les cinémas, envoyer ses enfants dans les mêmes écoles que les blancs ».

Nous interrompons, stupéfaits :

— Les autres ne le peuvent donc pas ? Mais vous nous avez dit : rien dans la loi portugaise...

— La loi, non. Mais il y a les règlements de police n'est-ce pas... ».

Pierre et Renée GOSSET, LE FIGARO 21-22 Septembre 1957.



Henrique GALVAO (Keystone)

Non seulement les autres « ne le peuvent pas », mais ils sont astreints au travail forcé, qui est le véritable fléau des colonies portugaises. Voici ce qu'écrivait le capitaine Galvao en 1947, dans un rapport qui lui valut de nombreuses années de prison :

« Seuls les morts sont exempts du travail obligatoire ».

« En Angola notamment, les colons ont pris l'habitude d'écrire au service local des affaires indigènes pour réclamer que ce service leur « fournisse de la main-d'œuvre ».

« Au Mozambique, c'est la même chose... A tel point que les colons se sont accoutumés à l'idée que le gouvernement « devait » leur fournir la

main-d'œuvre. Et le gouvernement « fournit », mais avec des abus et des actes de violence qui sont loin d'être conformes à la loi. A certains égards la situation est plus grave que s'il s'agissait d'esclavage pur et simple. Un esclave acheté était considéré par son propriétaire comme faisant partie de son capital. Le maître avait donc intérêt à le garder en bonne santé, au même titre qu'un bœuf ou un cheval.

« Aujourd'hui l'indigène n'est plus acheté. Il est simplement loué par le gouvernement et cela, bien qu'il ait légalement le statut d'homme libre. Son maître, en conséquence, peut en prendre moins soin s'il tombe malade ou même s'il meurt, du moment qu'il travaille tant qu'il est vivant... Parce que s'il tombe malade ou s'il meurt, le maître peut toujours le remplacer par un autre. Ainsi, certains employeurs ont perdu jusqu'à 35 % de leurs employés, mais cela ne les a jamais privés du droit de s'en procurer d'autres. »

La main-d'œuvre est non seulement astreinte au travail forcé sur place : elle est encore exportée comme une marchandise. Au Mozambique, 100.000 travailleurs partent chaque année pour les mines de Transvaal et 40.000 pour celles de Rhodésie. Les compagnies sud-africaines louent ces travailleurs à l'administration portugaise, ce qui permet à celle-ci d'équilibrer la balance des comptes de la colonie et de financer l'installation des colons portugais. Bien entendu dans les colonies portugaises comme en métropole, partis politiques, et syndicats autres qu'officiels sont interdits.

Cependant malgré la sévérité de la répression et l'isolement rigoureux dans lequel sont enfermées les colonies portugaises, la pression africaine se fait de plus en plus vive, en Angola en particulier, où certains liens se sont établis entre démocrates portugais déportés et nationalistes africains. Des incidents souvent sanglants ont eu lieu, que la presse portugaise a soigneusement dissimulés ; des camps de concentration ont été ouverts à Bié et à la Baie de Tigres (Angola) trois procès sont en préparation, qui visent au total 57 personnes, dont 7 Européens. Malgré cela des organisations nationalistes se sont constituées, sur place et en exil, elles sont groupées au sein du Front Révolutionnaire Africain pour l'Indépendance Nationale (F.R.A.I.N.). Désormais les jours de colonialisme portugais sont comptés : le souffle de l'histoire et la volonté de ses peuples triompheront de lui comme des autres colonialismes.

Emmanuel TERRAY